

COMMUNIQUE

Journée européenne du 15 décembre

Les organisations syndicales du Finistère CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA interpellent l'état le 15 décembre.

Dans le cadre de la journée de mobilisation de la CES "*Non à l'austérité, priorité à l'emploi et à la croissance en Europe*", les organisations syndicales du Finistère CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA ont décidé d'interpeller le 15 décembre 2010, les représentants de l'état à Brest et Quimper.

Les politiques d'austérité décidées en France et dans la plupart des pays européens sont inacceptables. Elles mettent à mal la cohésion sociale, frappent les plus fragiles, risquent d'entraîner une nouvelle baisse de l'activité économique, un accroissement du chômage et de rendre impossible la réduction des déficits.

Au contraire, il faut une relance économique tournée vers la satisfaction des besoins sociaux et respectant les impératifs écologiques. Cela nécessite une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités, des investissements publics et privés, un renforcement des régulations de la finance et de l'économie. La nécessaire réduction des déficits doit être le fruit d'une autre politique économique et sociale. L'Union européenne doit rapidement consolider les moyens de solidarité vis-à-vis des pays de la zone Euro dont les dettes publiques font l'objet de spéculations financières.

Il faut combattre le dumping social en renforçant le socle social européen, en particulier avec la mise en place d'un salaire minimum dans chacun des Etats membres. L'Union européenne doit garantir les droits sociaux fondamentaux face aux règles du marché et de la concurrence. Il faut donner les moyens à des services publics de qualité de jouer tout leur rôle. L'harmonisation de la fiscalité des entreprises est une nécessité urgente.

La création d'emplois de qualité, la réduction du chômage et en particulier pour les jeunes, la pérennité des systèmes de protection sociale, sont dépendants à la fois des décisions nationales et des réponses européennes.

Face à ces enjeux, les organisations syndicales du Finistère CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA demanderont à être reçues par le préfet et le sous préfet de Brest pour leur déposer une motion à transmettre au Président de la République.

Dans ce cadre, elles invitent leurs syndicats, les salariés à se rassembler devant la préfecture et la sous-préfecture de Brest à 17 h pour accompagner la délégation intersyndicale.

Brest, Le 8 décembre 2010

